



Éditorial

Les politiques de la recherche dans la tourmente

Dominique Vinck



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rac/4906>
ISSN : 1760-5393

Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

Référence électronique

Dominique Vinck, « Éditorial », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 14-1 | 2020, mis en ligne le 01 mars 2020, consulté le 06 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rac/4906>

Ce document a été généré automatiquement le 6 mars 2020.



Les contenus de la *Revue d'anthropologie des connaissances* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Éditorial

Les politiques de la recherche dans la tourmente

Dominique Vinck

NOTE DE L'ÉDITEUR

Cet article, signé du directeur de la *Revue d'Anthropologie des Connaissances*, est le fruit des discussions qui se sont tenues au sein du Comité de Rédaction. Il est donc porté par : Rigas Arvanitis, Directeur de recherche IRD ; Marc Barbier, Directeur de recherche INRAE, Paris ; Tiziana Beltrame, Chercheuse, Institut Francilien Recherche Innovation Société (IFRIS) ; Soraya Boudia, Professeure des Universités, Université de Paris ; Béatrice Cahour, Chargée de recherche CNRS, Telecom ParisTech ; Caroline Datchary, Maîtresse de Conférences, Université de Toulouse ; Élise Demeulenaere, Chargée de recherche CNRS, Muséum national d'Histoire naturelle ; Liliana Doganova, Attachée de recherche, École des Mines de Paris ; Antoine Doré, Chargé de recherche INRAE, Toulouse ; Frédéric Goulet, Chercheur CIRAD, Montpellier ; Céline Granjou, Directrice de recherche, INRAE, Grenoble ; Xavier Guchet, Professeur des Universités, Paris 1 ; Julien Guibourdenche, Consultant Indépendant, Paris ; Mina Kleiche-Dray, Chargée de recherche HDR IRD, Université de Paris ; Joëlle Le Marec, Professeure des Universités, Sorbonne université ; Christian Licoppe, Professeur Telecom ParisTech ; Séverine Louvel, Maîtresse de conférences HDR, Sciences Po Grenoble ; Ashveen Peerbaye, Maître de Conférences, Université Gustave Eiffel ; David Pontille, Directeur de recherche CNRS, Paris ; René Sigrist, Chercheur FNS, Université de Lausanne, Suisse ; Pascale Trompette, Directrice de recherche CNRS, Grenoble ; Dominique Vinck, Professeur ordinaire, Université de Lausanne, Suisse.

Effets des politiques sur la production et le partage des connaissances

- 1 Les projets qui visent à réformer profondément les modes de financement de la recherche, les conditions de recrutement et de déroulement des carrières des chercheur·euses, ou encore les équilibres enseignement-recherche retiennent particulièrement l'attention des membres du Comité de rédaction de la *Revue d'Anthropologie des Connaissances (RAC)*. Bien qu'international, ce comité estime que la RAC doit aussi s'exprimer sur des situations tourmentées, telle qu'elle l'est en France en ce début d'année 2020, autour de plusieurs projets de réforme qui ont des incidences sur les conditions d'exercice des activités de recherche et d'enseignement et sur les politiques scientifiques, notamment les propositions pour la future Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR) ou l'introduction de ParcoursSup.
- 2 Au regard de ce que ces réformes peuvent faire peser sur les chercheur·euses et les personnels d'accompagnement à la recherche, il est pertinent de s'interroger sur ce que de telles politiques peuvent avoir comme effet sur la production et le partage des connaissances et sur celles et ceux qui en sont les acteurs. La publication scientifique aussi est touchée par ces réformes. Même si le travail éditorial et la gestion du modèle économique¹ de la RAC est le fruit d'un travail bénévole des personnes impliqué·e.s, celles-ci, qu'elles soient auteur·trices, rédacteur·trices, évaluateur·trices et lecteur·trices, sont majoritairement des employé·es des institutions de la recherche. Leur contribution bénévole dépend aussi des politiques de la recherche de ces institutions, de leurs manières de valoriser différents types d'engagement dans la dynamique des sciences et de gérer les carrières. À toutes ces personnes s'ajoutent aussi d'autres dont le travail est parfois invisible, notamment celles qui font et entretiennent les infrastructures de la recherche et de l'édition scientifiques sans lesquelles les performances des chercheur·euses ne seraient pas ce qu'elles sont. Il en est ainsi de la bonne cinquantaine de nos collègues d'OpenEdition (assistant·es ingénieur·es et ingénieur·es, fonctionnaires ou contractuel·le·s) sans lequel·le·s la mise en ligne et la diffusion de plusieurs centaines de revues, l'édition d'ouvrages qui font référence, l'animation en ligne avec plusieurs milliers de carnets de recherche et l'annonce de plusieurs dizaines de milliers d'évènements, ne serait pas possible. Les infrastructures de la recherche, nous le savons bien, dépendent du travail quotidien de milliers de personnes dont les statuts sont parfois précaires et se détériorent.
- 3 Les projets de loi sur la recherche et l'innovation ne tombent pas du ciel. Ils s'inscrivent dans des politiques pensées et menées depuis une vingtaine d'années qui contribuent à transformer progressivement les modes de production, les logiques de la recherche et les conditions de travail dans le milieu scientifique. Une revue comme la RAC se doit de donner des éléments d'analyse, de réflexion pour alimenter le débat, y compris la critique parfois radicale, des politiques envisagées. Ceci est d'autant plus important que bien peu de productions scientifiques sont mobilisées dans les pré-rapports.
- 4 Il est paradoxal en effet que de tels documents, supposés soutenir un état des lieux et la réflexion sur d'éventuelles réorientations en matière de politique de la recherche et de l'enseignement, fassent aussi peu de place à une abondante production académique portant sur les sciences, la recherche et l'enseignement supérieur. Ces pré-rapports mettent en évidence une comparaison avec d'autres pays et présentent un modèle français différent et en retard. Bien des affirmations y sont discutables au regard de ce

que nous enseignent les études sur les sciences. Il en est ainsi à propos de la géographie des sciences qui reflèterait, en France, une désastreuse « dispersion des moyens » et, prône la constitution de pôles d'excellence. Ces propos véhiculent des affirmations non validées, voire qui entrent en contradiction avec les travaux publiés (voir Maisonobe *et al.*, 2017) montrant une tendance mondiale et, au sein de toutes les grandes Nations scientifiques, à la déconcentration des lieux de production scientifique, à la réduction du poids relatif des pays autrefois hégémoniques dans le concert des Nations et des grandes villes au sein de leur espace national. Il en est de même à propos des indicateurs de l'échec à l'université, du dénombrement des chercheur·euse·s publiant·es et l'évaluation de leur production scientifique (Pontille & Tornay, 2013). Non seulement il y a divergence quant à l'évaluation des solutions préconisées, mais aussi sur le diagnostic lui-même et la RAC ne peut s'empêcher d'alerter sur la faiblesse des fondements scientifiques de ces politiques scientifiques. Les discussions et réformes doivent pouvoir se fonder sur un travail plus approfondi et les constats avancés méritent enquête.

- 5 Les échanges que nous avons pu avoir, notamment avec nos collègues étrangers, soulignent l'importance pour notre profession et nos revues de produire des analyses et des textes percutants à mettre en discussion. L'enjeu politique pour la recherche scientifique a été souvent la bataille de l'opinion et la démonstration publique de l'importance vitale d'une recherche publique décentement financée. Pour cela, nous, bénévoles comme salarié·es de la recherche, nous devrions redoubler d'ardeur pour rendre visible ce qui se joue pour la société autour du travail de recherche, de l'enseignement, des services publics dans ce domaine, du travail des revues, de l'importance du bénévolat, du travail des sciences sociales dans la société, etc.
- 6 Il est crucial pour nos revues de publier des analyses et contribuer à alimenter un débat nécessaire, sinon indispensable, aujourd'hui. Qu'avons-nous à dire sur les politiques de la recherche depuis 20 ans, voire sur de bien plus longues périodes au XX^e siècle, au XIX^e, voire avant ? La question de la politique scientifique se pose depuis longtemps. Des politiques très diverses ont été mises en œuvre et leurs effets dans la durée peuvent être décrits et discutés. Situer les politiques de la recherche des 20 dernières années dans le temps long, en comparaison dans le monde et dans différents domaines est utile pour la discussion critique de ce qui est proposé.
- 7 Si de nombreux travaux ont été publiés au début de la transformation des politiques de la recherche et de l'enseignement supérieur (sur la réforme Bologne, les nouveaux modes de production, sur la construction d'un marché de l'enseignement supérieur...), les travaux portant sur des évolutions plus récentes sont encore mal connus. Qu'en est-il, par exemple, de l'analyse des procédures d'évaluation des personnels de l'enseignement et de la recherche, des procédures de qualification ou de leur suppression, de la flexibilisation des cadres de l'emploi (nombre d'heures « négociable » ou modulable en fonction des besoins de l'enseignement), de la multiplication des contrats précaires ou de l'introduction de Contrats à Durée Indéterminée (CDI) de 6 ans maximum, de la transformations des durées et des modalités du doctorat, de la généralisation du financement incitatif de la recherche – et de la multiplication consécutive des procédures d'évaluation – sur la base de projets répondant notamment à des appels thématiques prédéfinis, etc. ? Qu'en est-il de l'évolution de l'emploi de personnels d'appui (assistant·es, gestionnaires, technicien·nes, ingénieur·es et chercheur·euse·s, enseignant·es) ? Quelles sont les

nouvelles hiérarchies qui s'établissent entre champs disciplinaires en fonction de leur degré d'opérationnalité ou de leur plus ou moins grande rentabilité supposée ? Quelles sont les formes d'expertise, de plus en plus distribuées, dans les agences, les projets et les initiatives citoyennes qui relient directement la production scientifique à la décision publique et à différents mondes sociaux à l'œuvre sur les grands enjeux que vivent nos sociétés ?

- 8 Dans les prises de position portées en ce début d'année par des revues et des unités de recherche, une série de problèmes sont signalés : dégradation des conditions de travail dans la recherche et de l'attractivité de l'emploi dans la recherche ; renforcement d'une logique productiviste et mise en concurrence de toutes contre toutes, dont on ne connaît pas les effets sur la qualité des recherches ou sur la capacité à s'attaquer aux grandes problématiques contemporaines (changement climatique, préservation des liens sociaux, réduction des inégalités, gestion du bien commun) ; alourdissement des charges administratives – auxquelles il faut ajouter les traductions bureaucratiques de nouvelles exigences notamment éthiques ou portant sur la gestion et l'ouverture des données – et d'enseignement ; la mise à mal des instances de régulation collégiales, etc.
- 9 La RAC a publié des articles et des dossiers thématiques sur certaines de ces questions qu'il est utile de rappeler. Il s'agit notamment de :
 - La science dans les pays non-hégémoniques (dossier coordonné par Philippe Losego et Rigas Arvanitis, sur les politiques de recherche RAC 3(5), 2008). <http://doi.org/10.3917/rac.005.0334>
 - Mobilité scientifique et réflexivité des chercheurs. (Ana Spivak L'Hoste & Matthieu Hubert, RAC, 6(2), 2012). <https://doi.org/10.3917/rac.016.0113>
 - Pour une Approche pragmatique, écologique et politique de l'expertise (dossier coordonné par Marc Barbier, Lionel Cauchard, Pierre-Benoît Joly, Catherine Paradeise et Dominique Vinck, RAC, 7(1), 2013). <https://doi.org/10.3917/rac.018.0001>
 - Quand une mode managériale s'institutionnalise. Le rôle de la marchandisation de la recherche universitaire aux États-Unis (Tommaso Pardi, RAC, 9(1), 2015). <https://doi.org/10.3917/rac.026.0101>
 - Politiques du savoir. Sciences, technologies et participation dans les années 1968 (Compte-rendu de lecture de l'ouvrage de Mathieu Quet, 2013) (RAC, 8(2), 2014). <https://doi.org/10.3917/rac.023.0479>
 - Mesurer et standardiser : les technologies politiques du gouvernement de l'Afrique (dossier thématique coordonné par Lydie Cabane & Josiane Tantchou, RAC, 10(2), 2016). <https://doi.org/10.3917/rac.031.0127>
 - Les circulations des enseignants et chercheurs africains : controverses, pratiques et politiques (dossier thématique coordonné par Hamadou Dia & Luc Ngwe, RAC, 12(4), 2018). <https://doi.org/10.3917/rac.041.0539>
 - La fabrique des programmes d'enseignement dans le supérieur (dossier thématique coordonné par Julien Barrier, Olivier Quéré & Rachel Vanneville, RAC, 13(1), 2019). <https://doi.org/10.3917/rac.042.0001>
 - L'éthique de la recherche entre réglementation et réflexivité (dossier thématique coordonné par Sarah Carvalho, RAC, 13 (2), 2019). <https://doi.org/10.3917/rac.043.0299>
 - Les jeux politiques du calcul. Sociologie de la quantification dans l'action publique (dossier thématique coordonné par David Demortain, RAC, 13(4), 2019) <https://doi.org/10.3917/rac.045.0953>; <http://journals.openedition.org/rac/2427>

Conclusion et appel permanent à articles

- 10 Attirer l'attention sur des questions importantes relatives à la transformation des politiques scientifiques et, plus généralement, des modalités de production de connaissances est une des vocations de la RAC. Différentes transformations en France et dans d'autres pays du monde touchent aux conditions de travail dans l'enseignement et la recherche et méritent d'être étudiées, documentées et publiées.
- 11 L'urgence est à la mobilisation pour la recherche. Celle-ci prend bien des formes. L'objet de la RAC portant notamment sur les politiques de recherche et de l'enseignement, la manière d'agir décidée par le Comité de Rédaction de la RAC est d'**engager un appel permanent à articles qui contribue à l'analyse sur toutes ces questions**. Les contributions analytiques portant sur les thématiques suivantes, sans exhaustivité, sont particulièrement appréciées :
 - Les réformes, évolutions et transformations de l'enseignement supérieur et de la recherche et des politiques scientifiques.
 - L'évolution (dégradation notamment) des conditions de travail de la recherche et de l'enseignement et leurs effets sur la production et la circulation des connaissances.
 - Les formes de mobilisations, d'action et de militantisme dans les mondes de la recherche.
- 12 La RAC s'intéresse notamment aux transformations des systèmes éducatifs : l'introduction de ParcoursSup en France, de la réforme de l'enseignement secondaire, le manque de financement ou sa répartition selon les disciplines et les institutions, la modulation des services d'enseignement et de recherche, le désalignement entre des personnes chargées de nombreux enseignements et d'autres qui en sont déchargées et peuvent consacrer plus de temps à la recherche, les effets de toutes ces réformes sur les pratiques de travail, l'attractivité des emplois et des carrières scientifiques, les conditions de l'emploi et du travail au regard du nombre d'étudiants, du nombre de postes, des statuts et de la précarité, etc. Ces questions supposent d'élargir l'enquête à ce qui se joue avec d'autres institutions qui affectent le travail de recherche et d'enseignement (par exemple, la réforme des retraites) ou d'autres évolutions (par exemple l'augmentation de la précarité étudiante).
- 13 Par ailleurs, il y a aussi urgence à rendre ces analyses accessibles au grand public. C'est une des raisons pour lesquelles – outre la conformité avec notre modèle économique et solidaire – l'Assemblée Générale de la Société d'Anthropologie des Connaissances, éditrice de la RAC, a décidé de publier cette revue, à partir du début de l'année 2020, sur OpenEditionJournal, perçu sans ambiguïté par un lectorat qui va au-delà du monde académique. Progressivement, la totalité des articles déjà publiés dans la RAC seront rendus accessibles sur cette plateforme.
- 14 Ainsi, avec le changement de plateforme éditoriale d'OpenEdition et par le lancement de l'appel permanent à articles évoqué ci-dessus, le Comité de Rédaction espère apporter sa modeste contribution aux mobilisations collectives des chercheur·euse·s en France et ailleurs dans le monde.

BIBLIOGRAPHIE

Maisonobe, M., Grossetti, M., Milard, B., Jégou, L. & Eckert, D. (2017). The global geography of scientific visibility: a deconcentration process (1999–2011). *Scientometrics*, 113(1), 479-493.

<https://doi.org/10.1007/s11192-017-2463-2>

Pontille, D. & Torny, D. (2013). La manufacture de l'évaluation scientifique : algorithmes, jeux de données et outils bibliométriques. *Réseaux*, 177(1), 23-61. <https://doi.org/10.3917/res.177.0023>

NOTES

1. La RAC repose sur un modèle hybride associant des subventions publiques récurrentes pour environ 50 %, l'autre partie est le résultat d'apport volontaire des auteur-trices, l'aide à la publication de leurs travaux n'étant pas une condition à leur publication.

AUTEUR

DOMINIQUE VINCK

Professeur ordinaire, STSLab, Institut des Sciences Sociales, Université de Lausanne, Suisse

Courriel : [contact\[at\]socanco.org](mailto:contact[at]socanco.org)